

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

MARSEILLE, LE

- 8 SEP. 2005

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU
☎ 04.91.15.69.26.
JLC/BN
N° 77-2005 A

Arrêté de prescriptions complémentaires applicable au Bâtiment D des plates-formes logistiques GEMFI
à SAINT-MARTIN-DE-CRAU exploité par la Société LOGIPREST

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le Code de l'Environnement, Livre V - Titre 1^{er}, notamment ses articles L.512-16 et 516-1,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 23-2 et 23-3,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date
du 10 Mai 2005,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'ARLES en date du 23 Mai 2005,

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 26 Mai 2005,

Considérant que par arrêté du 20 Décembre 2004, la Société GEMFI a été autorisée à exploiter un
entrepôt couvert, le bâtiment D, en zone du Mas de Laurent à SAINT-MARTIN-DE-CRAU,

Considérant que par demande du 3 Mars 2005 la société sollicite l'autorisation d'effectuer des
modifications à l'installation en vue de son exploitation future par la Société LOGIPREST,

Considérant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires pour effectuer les modifications
demandées et prendre en compte le changement d'exploitant,

.../...

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté n° 3-2004 A du 20 Décembre 2004 autorisant la Société GEMFI à exploiter un local à usage d'entrepôt logistique (dit bâtiment D) est modifié et complété conformément aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article 1^{er} sont annulées et remplacées par les suivantes :

"La Société LOGIPREST est autorisée à se substituer à la Société GEMFI, pour exploiter l'entrepôt dit "GEMFI bâtiment D" implanté sur un terrain de 56.123 m² en Zone Ecopôle du Mas de Laurent sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN-DE-CRAU, sous réserve du respect des prescriptions non annulées contenues dans l'arrêté du 20 Décembre 2004 précité et de celles du présent arrêté".

ARTICLE 3

La capacité de stockage de cet entrepôt, mentionnée à l'article 2.1 dans le tableau des activités classées à la rubrique 1510-1, est portée à 236.262 m³.

ARTICLE 4

L'article 7.2.3 est ainsi complété :

- Les équipements d'alimentation du système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) peuvent être communs avec ceux du bâtiment B sous réserve que les deux bâtiments relèvent du même exploitant. En cas de changement d'exploitant de l'un des deux entrepôts, un système d'alimentation distinct sera mis en place.

ARTICLE 5

En cas de non-respect à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

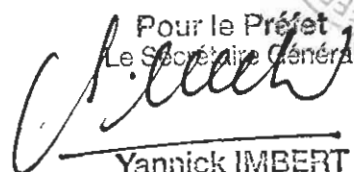
ARTICLE 8

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire de SAINT-MARTIN-DE-CRAU,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- ✕- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le - 8 SEP. 2005

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Yannick IMBERT

